



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions  
- TPSGC**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**11 Laurier St./11, rue Laurier**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT**

**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Miscellaneous Special Projects Division (XN)/Division  
des projets spéciaux divers (XN)  
Canadian Building  
219 Laurier Ave. West, 13th Floor  
Room 13077  
Ottawa  
Ontario  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Solution d'achats électronique(SAE)	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EN578-131350/H	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 037
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 20131350	<b>Date</b> 2016-12-06
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XN-111-30112	
<b>File No. - N° de dossier</b> 111xn.EN578-131350	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2016-12-21</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Thauvette, Maxime	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 111xn
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 420-2201 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**Demande de propositions  
(DP)****Modification de sollicitation: 037****But:**

Le but de cette modification est de modifier la demande de propositions (DP) et de fournir des réponses aux questions reçues en ce qui concerne la présente DP.

**(A) CHANGEMENTS****CHANGEMENT: 234**

À l'annexe 1, 3.3 *SECTION B – EXIGENCES DU PORTAIL*, sous c) *Page de renvoi* de la sous-section 3.3.1 *Objectif*,

SUPPRIMER : iv. de permettre la connexion unique des utilisateurs et l'accès authentifié à toutes les composantes de la SAE.

INSÉRER : iv. de permettre la Connexion unique des utilisateurs du GC et l'accès authentifié à toutes les composantes de la

**CHANGEMENT: 235**

À l'annexe 1, 3.3 *SECTION B – EXIGENCES DU PORTAIL*, sous-section 3.3.3 *Exigences du portail*, supprimer l'exigence B-02.01 dans sa totalité et la remplacer par ce qui suit :

Configurer et permettre une Connexion unique, pour les utilisateurs du GC, afin de fournir un accès axé sur les rôles à toutes les composantes de la SAE.

**CHANGEMENT: 236**

À l'annexe 1, section 4.4 *EXIGENCES TECHNOLOGIQUES DE LA SAE*, sous-section 4.4.2 *Exigences techniques*, supprimer l'exigence Tech. 22 dans son intégralité et la remplacer par ce qui suit :

Supporter une Connexion unique, pour les utilisateurs du GC, afin de fournir un accès axé sur les rôles à toutes les composantes de la SAE.

**CHANGEMENT: 237**

À l'annexe 5 – Glossaire, ajouter ce qui suit :

**Connexion unique** : Caractéristique et capacité de la SAE qui réduit le besoin de connexions supplémentaires à divers services et éléments de la SAE. Cette caractéristique assigne un accès fondé sur les rôles à tous les éléments de la SAE après que l'utilisateur se soit connecté au moyen de justificatifs comme un code d'utilisateur et un mot de passe.

**(B) QUESTIONS****QUESTION: 682**

L'État a donné aux soumissionnaires le choix d'utiliser différentes mesures en ce qui a trait au prix fondé sur l'utilisation, incluant les dépenses. La capacité du soumissionnaire de déterminer le meilleur prix fondé sur les dépenses dépend, en partie, de la clarté reliée aux dépenses susceptibles de circuler dans la Solution et de la précision de la définition de la façon dont ces dépenses seront mesurées. Nous reconnaissons que l'État a déterminé que les dépenses correspondent aux Catalogues des dépenses et qu'il a déjà répondu à certaines questions à ce sujet, mais nous demeurons confus quant à cette définition et aux volumes prévus qui y sont associés. L'État pourrait-il répondre aux questions suivantes?

Dans un suivi au sujet de la question n° 643, la majorité des modèles de prix basés sur les dépenses de logiciel service proviennent de dépenses en bons de commande effectuées dans le système comparativement à un sous-ensemble précisément défini supprimé du catalogue. En outre, étant donné que l'État a indiqué que son intention était de mesurer les dépenses par rapport aux ententes-cadres, et étant donné que des produits plus complexes sont déployés au sein de la SAE, il est possible, en fonction des décisions prises pendant sa mise en œuvre, que les dépenses par rapport aux ententes-cadres ne soient pas appuyées par l'approche habituelle appelée « exigence du catalogue ». Un achat rigoureux de solutions technologiques offre différentes manières de recueillir et de repérer les dépenses par l'intermédiaire du système qui sont considérées comme faisant partie intégrante de la mise en œuvre. Retenir les services d'un entrepreneur motivé financièrement à traiter les transactions d'une manière conforme à la définition limitée du catalogue des dépenses pourrait donner lieu à des décisions concernant la mise en œuvre qui limitent l'efficacité obtenue par l'État avec la SAE. À la lumière de ce qui précède, nous demandons à l'État de reconsidérer sa définition de la mesure des dépenses pour y inclure toutes les transactions de bons de commande, par opposition à une définition plus limitée de dépenses fondées sur le catalogue.

Si l'État n'est pas disposé à apporter les changements mentionnés ci-dessus à toutes les dépenses de bons de commande afin de permettre aux soumissionnaires d'élaborer une réponse de plus grande valeur, l'État peut-il justifier plus en détail pourquoi il utilise une mesure de dépenses de catalogue et, plus particulièrement, pourquoi il exclut toutes les dépenses qui n'entrent pas dans cette définition?

Selon ce que nous comprenons du processus courant, tous les contrats donnent lieu, dans le système financier, à des bons de commande sur lesquels sont fondés la délivrance et le rapprochement des factures. L'État peut-il confirmer qu'il envisage cela pour tous les bons de commande associés aux activités de passation de marchés réalisées dans la SAE qui seront produits et affichés à la SAE, puis intégrés dans un système de gestion financière? Si oui, d'après l'information contenue aux réponses n° 541 et n° 633, n'est-il pas permis de croire que les dépenses totales de bons de commande qui circulent dans la SAE annuellement s'élèveront à environ six milliards de dollars une fois l'étape 6 achevée?

Étant donné la réponse donnée à la question n° 642, l'État est-il en mesure de fournir une orientation sur le pourcentage des dépenses totales d'un ministère ou d'un organisme, telles qu'elles sont indiquées dans les données sur les dépenses ministérielles de 2014/2015, qu'il envisage effectuer dans la SAE par rapport aux ententes-cadres de Services publics et Approvisionnement Canada?

**RÉPONSE: 682**

Comme l'indique la réponse à la question 642, le Canada ne peut pas pour le moment confirmer comment le gouvernement du Canada exploitera pleinement la Solution d'approvisionnement électronique (SAE) pour gérer les dépenses non cataloguées. Le Canada n'est donc pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable et équitable un modèle de dépenses basé sur les bons de commande. Si le soumissionnaire croit que le prix unitaire ferme pour les dépenses de catalogue ne compense pas entièrement l'utilisation éventuelle de son modèle proposé de la SAE, le Canada a présenté d'autres options aux soumissionnaires pour établir les coûts des travaux associés à la phase opérationnelle de la SAE, dont d'autres prix unitaires fermes et un prix de lot ferme mensuel.

Selon la réponse à la question 454 et la section 6.8.1.2 de l'énoncé des travaux, « Réalisation de la transition d'entrée », le gouvernement du Canada collaborera avec l'entrepreneur pour établir un processus organisationnel pour la SAE correspondant aux processus organisationnels actuels du gouvernement du Canada et des processus de la solution fondée sur un logiciel commercial proposée par le soumissionnaire. Cela comprendra la façon dont la solution sera configurée en fonction du processus opérationnel pour que la fonctionnalité de la solution respecte les exigences de la demande de propositions.

En moyenne, dans le passé, quelque 40 % des marchés publics des ministères et des organismes (autres que TPSGC) étaient des commandes subséquentes accordées selon des ententes-cadres de TPSGC. Il convient de noter que, en raison de la difficulté à faire la distinction entre des commandes/contrats d'achat ponctuel et des commandes/contrats d'achat établis selon des ententes-cadres de TPSGC (surtout les arrangements en matière d'approvisionnement), ce pourcentage est peut-être sous-estimé et ne représente pas un engagement du Canada.

**QUESTION: 683**

Nous demandons à l'État de séparer les exigences en matière d'authentification unique des utilisateurs et celles du fournisseur et de faire en sorte que les exigences obligatoires du fournisseur soient plutôt cotées.

**RÉPONSE: 683**

Veuillez-vous reporter à la section Changements de la présente modification de demande de propositions pour les révisions à ces exigences.

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS ET LES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.**